

ACCOMPAGNEMENT DE LA MATERNITÉ

(GROSSESSE – ACCOUCHEMENT – ALLAITEMENT – POST-PARTUM – POLITIQUES PUBLIQUES)

→ **L'enquête MMM France « Donnons la parole aux mères » montre que la maternité s'accompagne de problématiques réelles pour un nombre important de jeunes mères (cf ci-dessous). Quelles mesures concrètes proposez-vous pour améliorer l'accompagnement de la maternité ?**

Éléments de contexte et problématiques sur l'accompagnement de la maternité :

Quelque 730.000 femmes accouchent chaque année en France. Le rapport Cyrulnik¹ a très justement souligné l'importance des 1000 premiers jours du bébé, période cruciale pour la santé physique et mentale de l'enfant. Des politiques visant à mieux soutenir et sécuriser les mères au cours de la grossesse, de l'accouchement et du post-partum auraient très probablement un impact très positif sur le plan sanitaire et social.

Grossesse : la fatigue des mères ignorée

Actuellement, la loi ne prévoit aucun aménagement ni réduction du temps de travail pendant la grossesse. Les trois premiers mois de grossesse, qui sont souvent les plus épuisants, sont totalement tus. De nombreuses mères souhaiteraient pourtant que cette période soit mieux prise en compte. On rappelle que chaque année quelque 60.000 enfants naissent prématurément, avec des obligations de suivi pendant de longs mois. **Que proposez-vous pour mieux accompagner les mères pendant leur grossesse ?**

Le rapport Cyrulnik sur les 1 000 premiers jours de l'enfant préconise d'accompagner les mères avec un référent unique pendant toute la grossesse jusqu'au post-partum. Dans l'enquête MMM France « Donnons la parole aux mères », les mères sont très favorables à la mise en place de ce référent mais à condition de pouvoir le choisir librement (parmi un éventail de professionnels de santé). **Que pensez-vous de cette préconisation et comment seriez-vous prêt à la mettre en œuvre ?**

Accouchement : une hypermédicalisation souvent mal vécue

La France a beaucoup investi dans les compétences techniques de ses maternités mais, ces maternités « high tech » ayant un coût de fonctionnement important, le temps dédié à chaque femme qui accouche ne cesse de s'y réduire (moins de sage-femme par femme qui accouche / moins de temps de séjour à la maternité). L'enquête MMM France « Donnons la parole aux mères » indique qu'après un premier accouchement 75% des mères souhaiteraient bénéficier d'un accouchement moins médicalisé mais avec un meilleur

¹ <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-1000-premiers-jours.pdf>

accompagnement humain. **Quelles propositions faites-vous pour mieux accompagner les accouchements en France ?**

Parmi les possibilités d'accouchement moins médical / plus humain, il existe en France quelques maisons de naissances adossées à des structures hospitalières. 12 nouvelles maisons sont en cours de création. **Que préconisez-vous concernant les maisons de naissance ?**

De nombreux pays européens ont également développé les possibilités d'accouchement à domicile pour les mères qui le souhaitent (et qui ne présentent pas de pathologie particulière). En France, l'accouchement à domicile est quasiment impossible, les sages-femmes n'ayant aucun moyen de s'assurer pour le pratiquer. **Quelles sont vos propositions concernant les possibilités d'accoucher à domicile ?**

Violences obstétricales et gynécologiques :

Dans l'enquête MMM France « Donnons la parole aux mères », 29% des femmes ont vécu des violences obstétricales et gynécologiques lors d'un accouchement. Les mères témoignent d'actes médicaux posés sans consentement et brutaux ainsi que d'une surmédicalisation de la naissance qui les a dépossédées de ce moment fondateur. Le taux de dépression post-partum est nettement plus élevé parmi les mères ayant subi ces violences, en comparaison à celles qui n'en ont pas souffert². **Quelles sont vos propositions pour mieux lutter contre les violences obstétricales et gynécologiques ?**

Allaitement : un désir insuffisamment soutenu

L'enquête MMM France « Donnons la parole aux mères » indique que 83% des mères souhaitent allaiter leur enfant mais 66% d'entre elles n'ont pas réussi à allaiter aussi longtemps qu'elles le voulaient. En particulier les mères aimeraient être mieux accompagnées, obtenir des conseils plus fiables et non contradictoires et bénéficier d'un congé maternité plus long. **Quelles sont vos propositions pour mieux accompagner l'allaitement ?**

Post partum : une urgence sanitaire et sociale

A la sortie de la maternité, de nombreuses femmes se sentent seules, fatiguées et dénoncent un manque d'accompagnement. L'enquête MMM France « Donnons la parole aux mères » fait état de 35% des mères qui disent avoir vécu une dépression post-partum. Cet état complique le processus d'attachement mère-enfant avec des conséquences décrites par Boris Cyrulnik sur la santé physique et psychologique future du jeune enfant. Les dépressions ont également un impact sur la capacité des mères à reprendre leur travail dans de bonnes conditions. **Quelles mesures proposez-vous afin de freiner « l'épidémie » de dépressions post-partum en France?**

² 46% de dépression post-partum chez les mères ayant subi des violences obstétricales et gynécologiques contre 29% chez celles qui n'en ont pas subi.

Politiques publiques & soutien de la natalité : un enjeu pour le modèle social français

Toutes ces dernières années, la politique familiale semble avoir été une variable d'ajustement des finances publiques et plus de 6 milliards d'euros³ sont désormais économisés chaque année sur le dos des familles du fait des mesures prises au cours des deux derniers quinquennats : baisse répétée du quotient familial, modulation des allocations familiales, baisse des aides aux modes de garde, congé parental partagé, faible revalorisation des allocations familiales, etc...

Même si les aides financières ne sont jamais la première raison incitant les familles à avoir un enfant supplémentaire, la baisse des aides directes aux familles est à relier très largement à la baisse très importante de la natalité depuis 2012, la pandémie de Covid n'ayant rien arrangé ces deux dernières années.

Le Haut-Commissaire au plan dans son rapport sur la démographie de mai 2021⁴ a rappelé que la France, plus que ses voisins européens, a besoin d'une démographie raisonnable si elle veut permettre à son modèle social basé sur le « tous pour chacun » de perdurer (santé gratuite, éducation quasi gratuite, retraites, soutien de ceux qui ont des accidents de la vie comme le chômage ou le handicap).

Le nombre de naissances n'a cessé de décroître depuis 2010 en France et l'ajout de Mayotte dans les statistiques en 2014 ne crée qu'une illusion d'optique. Il devrait y avoir dès 2030 moins de cotisants au système social français : le danger est donc réel à court terme.

Quelle place souhaitez-vous accorder au soutien de la natalité dans les politiques publiques ? Avec quels moyens ?

³ Source : CCSS septembre 2012 et septembre 2021 + Annexe du PLF 2012 et 2014 : L'inflation a été au total de 12% sur l'ensemble des deux quinquennats. La modulation et la sous-revalorisation des allocations familiales économisent chaque année 1,1 Milliards d'euros aux finances publiques. La baisse de la PAJE et le congé parental partagé économisent quelques 3,4 Milliards d'euros. Enfin la baisse par deux fois du quotient familial a rapporté aux finances publiques 1,5 milliard d'euros d'impôt supplémentaire versé par les familles. Total 1,1 + 3,4+1,5 = 6 milliards d'euros en moins chaque année pour les familles.

⁴ https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2021/05/hcp_demographie_note_douverture_mai_2021_3.pdf